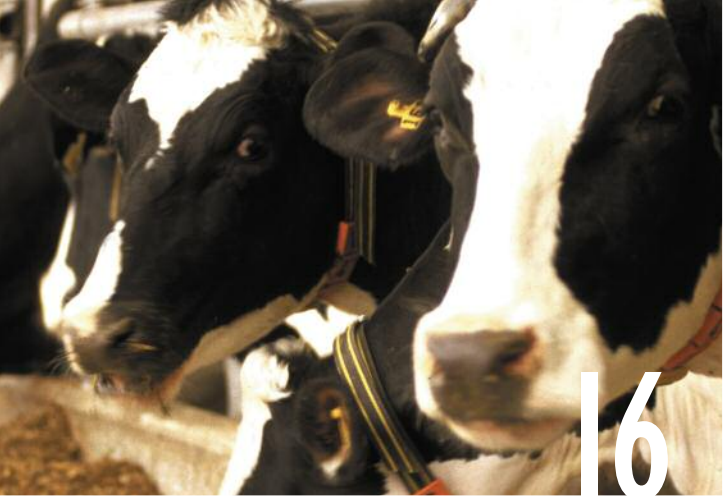
MARS / AVRIL 2012

Expériences
réelles en gestion

AgriSuccès

Lisa Jenereaux, gestionnaire des vergers à Spurr Brothers Farms, en Nouvelle-Écosse, en train de charger des pommes



ARTICLES VEDETTES

12 Tirer des leçons des investissements antérieurs
Il y a beaucoup à apprendre des expériences du passé, y compris des investissements agricoles antérieurs.

14 Accroissement de la valeur des terres agricoles
Les terres agricoles représentent l'un des investissements les plus recherchés à l'heure actuelle. Mais est-ce la bonne façon d'investir votre argent?

16 Le quota laitier, un outil de gestion bien utile
Comprendre les tenants et les aboutissants de l'achat et de la vente de quota peut contribuer à l'équilibre de votre exploitation.

RUBRIQUES

3 *Vue d'ensemble*
Les choix judicieux ont une valeur intrinsèque
Évaluer le coût des options d'investissement.

4 *Votre argent*
Comment tirer profit des années fastes?
Les bonnes années peuvent vous procurer une souplesse indispensable pour faire face aux mauvaises années.

6 *Jeunes agriculteurs*
Une famille d'agriculteurs mise sur la répartition des tâches
Lisa Jenereaux a appris que la patience, la recherche et le soutien familial sont des facteurs déterminants de la réussite pour un jeune agriculteur.

9 *Demandez à un expert*
Stratégies d'investissement pour les producteurs agricoles
David Chilton, auteur du livre *The Wealthy Barber Returns*, parle de planification financière.

18 *Planifier pour réussir*
Investir à l'extérieur de la ferme, une stratégie judicieuse
Quand votre ferme nécessite mille et une améliorations, est-il raisonnable d'investir dans des projets à l'extérieur de l'exploitation?

20 *Sécurité à la ferme*
Investir dans la sécurité, ça rapporte gros!
Les producteurs ont tout à gagner à acheter du matériel de protection abordable qui améliore la sécurité à la ferme.

MARS / AVRIL 2012

Sur la couverture :
À Spurr Brothers Farms, près de Kingston, en Nouvelle Écosse, les membres de la famille se répartissent la gestion de la ferme, et ça marche!

Rédacteur en chef, Kevin Hursh
Rédactrice adjointe, Allison Finnamore

Photographie originale de Greg Huszar

Il est possible de reproduire les photos et les articles de ce numéro avec notre autorisation. Communiquez avec nous en composant le 306-780-3598.

This publication is also available in English.
www.fcc.ca/agrisuccess.

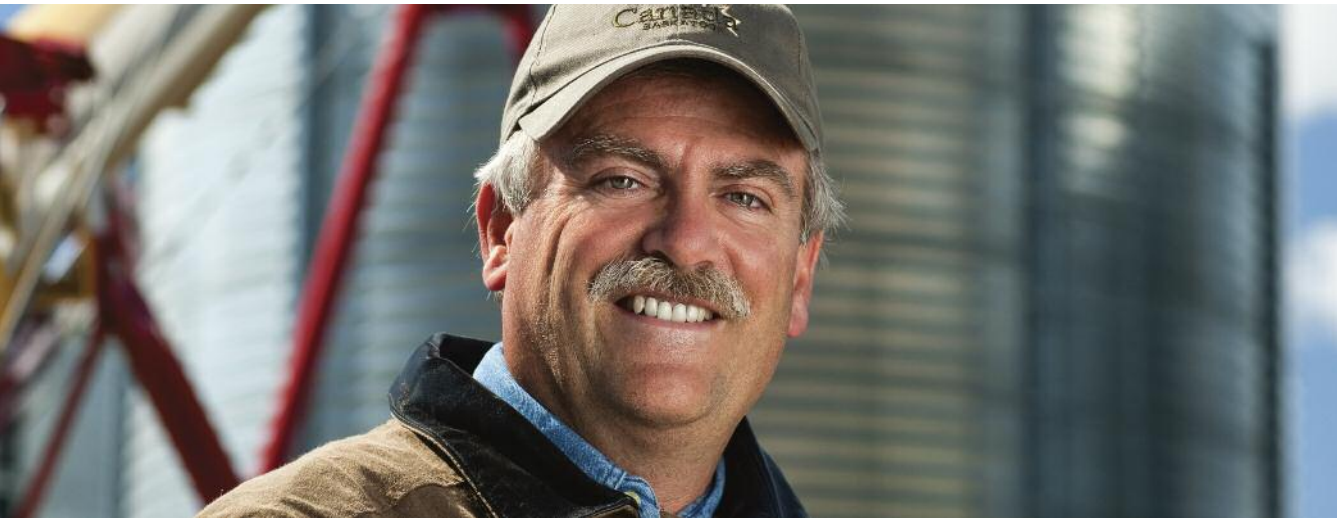
AgriSuccès a obtenu des prix des secteurs des revues de l'industrie et des revues spécialisées, dont :

- Le Felix Schmaltz Award dans la catégorie General Periodical; médaille de bronze 2006, 2007, 2009; médaille d'argent 2008, 2010, 2011; médaille d'or 2008
- Prix de l'Association canadienne d'agri-marketing; Merit 2006, 2007, 2011; Excellence 2009, 2010

Les rédacteurs et les journalistes d'AgriSuccès tentent de fournir une information et des analyses exactes et utiles. Les rédacteurs et FAC ne garantissent pas la précision de l'information contenue dans ce journal et ne sauraient être tenus responsables de toute action ou décision prise par le lecteur à la lecture de ce journal.

Abonnez-vous gratuitement au : www.fac.ca/agrisucces

Lettre du rédacteur



Il n'est pas toujours prudent de généraliser, mais on peut avancer que les dernières années ont été généralement bonnes pour l'agriculture. Si ce n'est pas le cas pour chaque secteur, région ou exploitation, il reste que, dans l'ensemble, le revenu agricole est élevé.

Il y a six ans, les producteurs de céréales peinaient à joindre les deux bouts, et l'industrie bovine subissait encore les contrecoups de la crise de l'encéphalite spongiforme bovine (ESB). Des difficultés persistent, mais les rendements se sont grandement améliorés. L'optimisme prévaut et un nombre croissant de jeunes s'intéressent à l'agriculture.

La conjoncture actuelle n'est pas des plus favorables pour acheter une terre agricole, des quotas de production ou des animaux reproducteurs. En effet, lorsque les perspectives sont bonnes, la demande fait grimper les prix. Les vaches de boucherie en gestation et les terres arables étaient beaucoup moins chères lorsque les perspectives n'étaient pas aussi radieuses.

Cette période florissante durera-t-elle? Les prix des terres agricoles continueront-ils d'augmenter? Les analystes ont bien leurs opinions, mais ils ne peuvent rien affirmer avec certitude.

Avant, il était possible d'effectuer des placements sûrs productifs d'intérêts, pour ensuite les regarder fructifier. Ces temps-ci, avec des taux d'intérêt qui n'ont jamais été aussi bas, les rendements de ces types de placements sont minuscules. En fait, lorsqu'on tient compte de l'inflation, on constate que l'investissement perd de la valeur.

Alors, où faut-il investir? Dans la ferme ou ailleurs? Le passé peut-il prédire ce que réserve l'avenir? Si vous êtes producteur laitier ou avicole, comment devriez-vous envisager votre quota de production?

Nous nous penchons sur ce genre de questions dans le présent numéro. Dans la majorité des cas, il n'y a pas de réponses claires, mais nous espérons que le contenu vous aidera à tracer votre parcours financier.

Une chose est sûre, le fait d'hésiter entre différents investissements est un heureux problème.

Merci de nous faire parvenir vos commentaires et idées d'articles à kevin@hursh.ca

Erratum : Dans la rubrique Jeunes agriculteurs du numéro de janvier-février, j'avais indiqué que Logan et Avery Grant étaient établis près de Chamberlain, en Saskatchewan. En fait, il est plus précis de dire qu'ils sont établis près de Craik, en Saskatchewan. Toutes nos excuses à la famille Grant pour cette erreur et pour la confusion qui a pu en résulter.

AgriSuccès *est un magazine de FAC voué à aider les producteurs à améliorer leurs pratiques de gestion en leur offrant de l'information pratique, des exemples concrets et des idées novatrices.*

Voyez votre ferme sous un nouvel angle

Gestionnaire de champs PRO 360 vous offre une vue d'ensemble complète

Découvrez une toute nouvelle façon de gérer votre exploitation. Grâce à des images satellites de votre ferme, vous pouvez cartographier vos champs et comparer vos activités d'exploitation, qui sont reliées à votre système d'information géographique (SIG). Accédez à tous vos détails de gestion, y compris aux informations sur vos champs.

1-800-667-7893 | www.logicielsfac.ca

Financement agricole Canada
Pour l'avenir de l'agroindustrie

Canada

Les choix judicieux

ont une valeur intrinsèque

« Ils ont tellement d'argent qu'ils ne savent pas quoi en faire! » Vous avez probablement déjà entendu cette remarque, ou peut être l'avez vous faite vous-même en parlant de personnes qui n'avaient pas l'air d'être dans le besoin.

Dans les faits, nous sommes en grande majorité confrontés au problème inverse. Les ressources étant limitées, nous devons prendre des décisions sur notre façon de dépenser et d'investir.

Il est intéressant de constater comment certains des biens que nous achetons prennent de la valeur avec le temps, alors que d'autres se déprécient rapidement.

Imaginons que vous avez acheté, il y a quelques années, un grand téléviseur à écran plat qui, à l'époque, vous a coûté cher. Combien vaut-il aujourd'hui? Les prix des télévisions neuves ont dégringolé et le marché de l'occasion est assez limité. Voilà un exemple où le fait d'attendre un peu avant d'acheter permet de réaliser des économies.

Si vous achetez une nouvelle camionnette équipée de toutes les options, il vous en coûtera une petite fortune. Le prix grimpe de façon ahurissante lorsque vous jetez votre dévolu sur un modèle doté de sièges en cuir, d'un toit ouvrant et de tous les autres gadgets. Mais la valeur du véhicule diminue de façon aussi spectaculaire au cours des premières années suivant son achat.

En revanche, certains biens associés à d'autres plaisirs de la vie peuvent prendre de la valeur – une résidence secondaire au bord d'un lac ou un tracteur antique restauré, par exemple.

D'autres investissements n'ont pas de prix, comme l'éducation de vos enfants ou, pour vous, la formation continue.

Dépenser de l'argent pour des vacances ou un abonnement à un club de golf peut sembler peu rentable, mais cela vous rendra sans doute plus heureux et plus productif. À l'opposé, certains agriculteurs sont propriétaires d'une superbe caravane qui n'a pas servi depuis des années, et la simple vue du véhicule inutilisé peut faire augmenter leur niveau de stress.

Nous savons que nous devons mettre de l'argent de côté en prévision des temps difficiles, de la retraite et de la planification de la relève. Nous pesons le pour et le contre des REER (régime enregistré d'épargne-retraite) et des CELI (compte d'épargne libre d'impôt). Nous essayons de trouver un équilibre entre les investissements dans l'exploitation agricole et les investissements à l'extérieur de celle-ci. Habituellement, nous n'avons pas assez d'argent pour faire tous les investissements souhaités.

D'autres investissements n'ont pas de prix, comme l'éducation de vos enfants ou, pour vous, la formation continue.

Si vous vous reconnaissez dans cette description, vous voudrez peut être réfléchir à ce qui suit. Pourquoi ne pas garder votre véhicule un peu plus longtemps avant de le remplacer par un modèle plus récent? Au lieu d'acheter une camionnette neuve tout équipée, un modèle d'occasion avec moins d'options ne ferait-il pas l'affaire? Pourquoi ne pas vendre votre caravane et prendre des vacances d'hiver à la place?

La vie est faite de choix et de priorités. À vous de déterminer ce que vous désirez accomplir et de quelle façon vous voulez vivre. Bien comprendre vos buts vous aidera à faire des choix.

PAR **KEVIN HURSH**
Kevin Hursh est agrologue-conseil et journaliste et travaille de Saskatoon, en Saskatchewan. Il exploite aussi une exploitation céréalière près de Cabri, en Saskatchewan, où il cultive divers types de grandes cultures.

Comment tirer profit des années fastes?

Assurément, l'année 2011 a été difficile pour certaines régions et zones isolées au Canada, mais il faut reconnaître que beaucoup d'autres vont pouvoir faire le bilan d'une année qui leur aura enfin été favorable. Les bénéfices dépassent même les prévisions, et les producteurs sont maintenant confrontés au problème de savoir quoi faire de ces surplus – une situation agréablement différente.

Assurément, l'année 2011 a été difficile pour certaines régions et zones isolées au Canada, mais il faut reconnaître que beaucoup d'autres vont pouvoir faire le bilan d'une année qui leur aura enfin été favorable. Les bénéfices dépassent même les prévisions, et les producteurs sont maintenant confrontés au problème de savoir quoi faire de ces surplus – une situation agréablement différente.

En premier lieu, vous devez vous assurer de comprendre les répercussions fiscales associées à votre gain financier imprévu, indique Terry Betker de la firme Backswath Management, à Winnipeg. Ainsi, quand arrive la période des impôts, vous avez de l'argent en réserve.

Le remboursement des dettes est peut-être la prochaine priorité des producteurs, selon Jennifer Stevenson, chargée de programme, finances d'entreprises, au ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario, à Guelph. Certains voudront évaluer leur niveau d'endettement et s'assurer qu'ils sont prêts à saisir la prochaine occasion. Elle conseille aux producteurs de commencer par rembourser les prêts assortis des taux d'intérêt les plus élevés, suivis des autres prêts par ordre décroissant de taux d'intérêt.

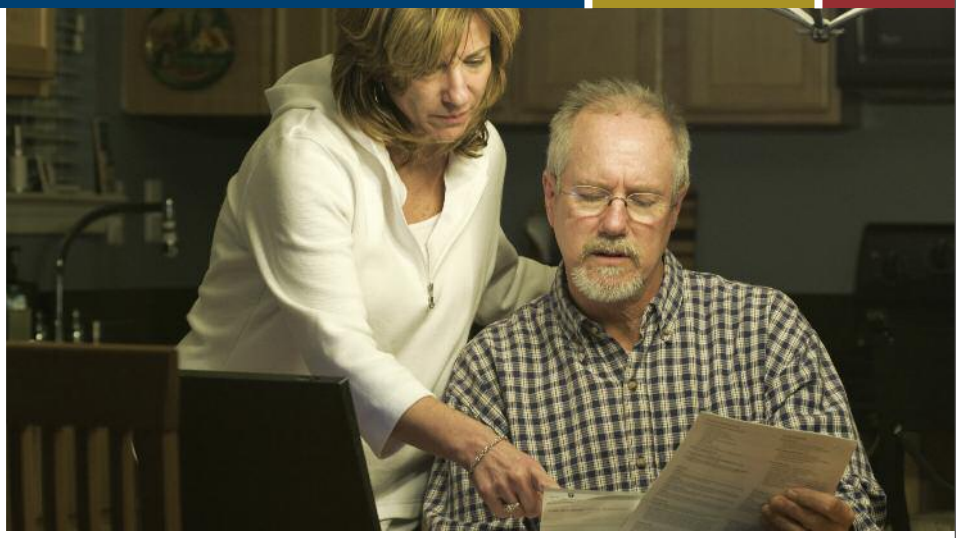
Le fait d'avoir un ratio de levier solide améliore la bonne santé financière générale de votre exploitation et vous procure une souplesse accrue dans l'éventualité où vous devriez utiliser vos capitaux propres pour traverser une année difficile.

« Vos bénéfices peuvent également servir à consolider votre fonds de roulement, ajoute M. Betker. Par exemple, j'ai un client qui a réalisé des profits élevés en 2008 et en 2009, mais qui a connu une récolte exécrable en 2010. Heureusement, les gains enregistrés les deux bonnes années précédentes lui avaient permis de constituer une réserve de fonds de roulement de 150 %. Il avait donc suffisamment de liquidités au début de 2010 pour semer l'équivalent d'une récolte et demie. Ainsi, après avoir touché ses paiements au titre du programme d'assurance-récolte et du programme Agri-stabilité, il disposera d'assez de capitaux pour fonctionner pendant deux ans sans récolte. »

Les années de bénéfices élevés permettent aussi aux producteurs de réinvestir dans leur exploitation, poursuit M. Betker. Vous pourriez moderniser vos machines ou vos infrastructures, mais il est déconseillé d'acheter une nouvelle machine simplement parce que vous disposez d'un surplus monétaire.

« Quoi que vous fassiez, ne manquez pas d'utiliser une partie de ces profits pour vous faire plaisir, dit M. Betker. N'ayez pas peur de vous récompenser. Vous travaillez dur et vous assumez beaucoup de risques, alors n'hésitez pas à profiter un peu des fruits de vos efforts lorsque vous connaissez une bonne année. »

L'utilisation des profits inattendus vous aide à financer votre relève sans avoir à retirer des fonds de votre budget.



Une réserve pour la relève

La population agricole du Canada est vieillissante; les gens les plus âgés de la génération du baby-boom ont eu 65 ans en 2011. C'est pourquoi beaucoup s'emploient à déléguer la gestion et, tôt ou tard, à transférer la propriété de leur exploitation à leurs enfants. Tout l'art consiste à trouver une façon de le faire sans laisser à la jeune génération un niveau d'endettement trop élevé, tout en permettant aux parents de jouir d'une retraite confortable.

M. Betker indique qu'un moyen de parvenir à cet équilibre est de mettre de côté une partie des bénéfices réalisés au cours des bonnes années, et ce, pour faciliter le processus.

« Fixez un montant et mettez-le tout simplement de côté en vue du transfert de votre exploitation au moment de votre départ à la retraite, dans cinq, dix ou vingt ans, dit-il. Ce faisant, vous disposerez également d'une réserve si vous voulez verser à vos enfants qui ne sont pas agriculteurs une part équitable de votre succession. Vous pourriez aussi utiliser cet argent pour financer votre propre retraite. Il pourrait s'agir des fonds que vous mettrez de côté pour acheter une maison en ville ou un condo à Phœnix lorsque vous serez prêt à prendre votre retraite. »

Mettre de côté les profits qui dépassent les attentes comporte plusieurs avantages importants, notamment lorsque l'argent sert à constituer un fonds pour la relève, explique M. Betker. Premièrement, chaque dollar mis de côté dans le fonds pour la relève sera un dollar de moins qu'aura à emprunter la jeune génération lorsqu'elle prendra le relais. Deuxièmement, en cas d'urgence extrême, le fonds pour la relève peut être converti en une réserve de capitaux liquides pour compenser les résultats d'une très mauvaise année. L'utilisation des profits inattendus vous aide à financer votre relève sans avoir à retirer des fonds de votre budget.

Une occasion de diversifier vos activités

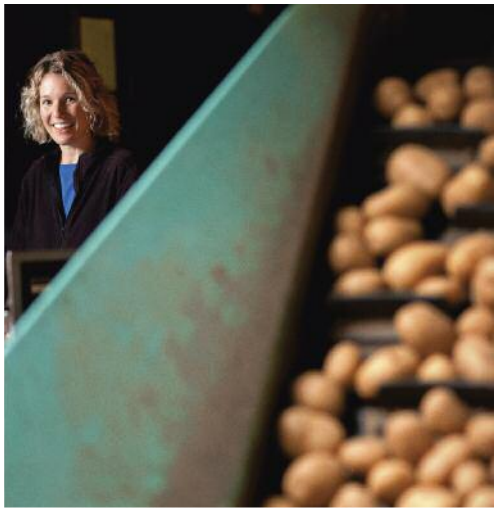
Les profits réalisés au cours d'une année exceptionnelle peuvent aussi être utilisés pour financer des projets de diversification ou la recherche de nouveaux marchés, mentionne Mme Stevenson. À l'heure actuelle, les prix des terres et des produits de base sont élevés, alors c'est un bon moment pour utiliser les revenus tirés de vos produits de base ou tirer profit de votre exploitation pour financer des produits novateurs, ou même pour diversifier vos activités de manière à ne plus vous concentrer uniquement sur les produits de base.

« Vous pourriez par exemple utiliser cet argent pour investir dans une coentreprise avec un transformateur pour trouver des moyens d'exporter votre maïs vers des marchés étrangers », fait valoir Mme Stevenson. Les entreprises agricoles locales offrent une autre possibilité. Vous pourriez collaborer avec un nouveau producteur qui a un bon concept pour la vente de chèvres ou de légumes moins traditionnels aux marchés ethniques locaux. »

Nombreux sont les projets de diversification qui coûtent bien plus cher à mettre en œuvre que ne le pensent les producteurs, prévient Mme Stevenson. Trop de producteurs n'envisagent pas la diversification tant qu'ils ne sont pas au pied du mur, et c'est bien le dernier moment où ils devraient y songer. C'est pourquoi il vaut mieux amorcer un projet en s'appuyant sur une situation financière solide.

PAR LORNE McCLINTON

Lorne McClinton travaille dans le domaine de la communication depuis 20 ans en tant que journaliste, photographe, scénariste et rédacteur d'entreprise. Il partage son temps entre le Québec et son exploitation céréalière située en Saskatchewan.



1

Une famille d'agriculteurs
mise sur la répartition des tâches

Lorsque vous travaillez avec votre famille, vos collègues connaissent vos forces, vos faiblesses et des détails sur votre vie personnelle que des compagnons de travail ordinaires ne sauraient jamais.

Cette situation convient parfaitement à Lisa Jenereaux. Gestionnaire des vergers de l'exploitation Spurr Brothers Farms à Kingston, en Nouvelle-Écosse (à une quarantaine de kilomètres à l'ouest de Kentville), Lisa passe ses journées avec son père Bill, son oncle Gordon et sa cousine Katie. Ensemble, ils exploitent une superficie totale d'environ 800 acres dédiés à la culture de pommes de terre, de carottes, de pommes, d'oignons, de fraises et d'autres fruits et légumes. Ils exploitent aussi une installation de conditionnement de pommes de terre.

« Le plus souvent, le travail en famille est très agréable, affirme Mme Jenereaux, âgée de 36 ans. Nous savons quelles sont les forces et les faiblesses des autres. Ils connaissent les aspects de la ferme pour lesquels j'ai besoin d'aide. Et je crois qu'en tant que famille, nous sommes plus indulgents les uns avec les autres », fait valoir Lisa, qui ajoute que les exploitations familiales peuvent être exigeantes.

Lisa a commencé à travailler à temps plein à la ferme à 26 ans. Au fil des années, le fait de travailler avec son père a contribué à enrichir leur relation. Lorsqu'elle était enfant, la deuxième d'une famille de six, son père travaillait souvent le soir ou la fin de semaine, note-t-elle.

« J'adore travailler avec mon père. Nous nous sommes vraiment rapprochés ces 10 dernières années. Quand j'étais petite, il n'était pas beaucoup à la maison, il travaillait au champ. Nous avons aujourd'hui une excellente relation. Nous sommes de très bons amis », déclare-t-elle.

Elle a observé une relation semblable se développer entre Katie et son propre père.

« Gordon est fier de travailler aux côtés de sa fille à la ferme », confie Lisa.

Le fait de travailler ensemble est parfois source de désaccords dans la famille, admet-elle. Toutefois, depuis que la gestion de la ferme a été divisée en trois volets distincts, les responsabilités de chacun sont clairement définies. Lisa s'occupe de la gestion des vergers et des petits fruits. Katie dirige les activités de conditionnement des pommes de terre. Bill et Gordon sont responsables des autres cultures, dont celle des pommes de terre, et supervisent toutes les opérations.

Chacun prend les décisions concernant le volet de l'exploitation dont il est responsable, explique Lisa. « Nous en discutons ensemble, mais la décision finale revient essentiellement à la personne responsable. Il nous reste ensuite à nous assurer que la décision convient aux autres. »

Pour ce qui est des décisions importantes et plus controversées qui supposent de grosses dépenses, Lisa fait ses recherches, rassemble les faits puis les présente à sa famille. Elle se rappelle la fois où elle essayait de convaincre son père et son oncle de renoncer à la marque d'équipement à laquelle ils étaient fidèles, et ce, au profit d'une autre marque. Elle s'est renseignée sur le modèle ainsi que sur les caractéristiques et le nombre de chevaux-puissance de leurs tracteurs de prédilection afin de les comparer à ceux d'une autre marque. Puis, elle leur a présenté les faits afin de démontrer qu'un changement de marque de tracteur entraînerait des économies considérables.

« Ils ont été un peu têtus, mais j'avais fait mes recherches. Il m'a simplement fallu être un peu plus convaincante », mentionne Lisa.

C'est également elle qui a pris l'initiative de faire appel à des travailleurs migrants lorsqu'elle ne trouvait pas de travailleurs locaux pour prêter main-forte pendant la récolte. « La pénurie était telle que j'aurais perdu ma récolte », se rappelle Lisa.

« Je m'occupe des travailleurs jamaïcains », explique-t-elle, ce qui illustre encore l'importance d'une répartition claire des tâches. Lisa gère les affaires courantes comme les pavillons-dortoirs et les dispositions de voyage, et résout tout problème susceptible de survenir. « J'ai dû convaincre ma famille que nous devions prendre cette mesure. Maintenant, ils sont incapables d'imaginer la ferme sans cette aide supplémentaire. Cela nous permet d'en faire beaucoup plus à la ferme parce que nous savons que la main-d'œuvre est là. »

Lisa se rappelle qu'il a fallu quelques années avant qu'on la prenne au sérieux dans l'entreprise familiale, non seulement parce qu'elle est de la nouvelle génération, mais aussi parce qu'elle est une femme. Elle a dû gagner le respect de ses collègues, tant dans sa famille que dans l'industrie.

« Lorsque j'ai commencé à travailler à la ferme, je suis devenue la patronne d'une équipe qui comptait des hommes, et je trouvais cela délicat, tout d'abord parce que je suis une femme, mais aussi parce que j'étais très jeune. Papa et Gordon m'ont beaucoup soutenue dès le début, et ça m'a encouragée à persévérer. »

Il aura fallu du temps, mais la patience de Lisa, son travail acharné et son engagement envers la ferme familiale l'ont conduite à une carrière gratifiante en agriculture. Elle est fière du travail qu'elle accomplit à la ferme avec sa famille, et apprécie l'esprit d'équipe créé par ses collègues.

PAR **ALLISON FINNAMORE**
Allison Finnamore vit au Nouveau-Brunswick et cultive les mots. Elle est communicatrice dans les domaines de l'agriculture et des affaires depuis près de 20 ans. Ses articles paraissent dans différentes publications nationales. Elle aide aussi l'industrie à promouvoir l'agriculture et la vie rurale.

2

PHOTOS / Page précédente: 1 – Gordon et Bill Spurr, 2 – Katie Campbell et Lisa Jenereaux

Stratégies d'investissement pour les producteurs agricoles

Vingt ans après la parution de son premier succès de librairie, *Un barbier riche*, David Chilton est de retour avec un nouvel ouvrage : *The Wealthy Barber Returns*.

Il y a quelques années, votre livre se vendait bien et vous avez décidé de le retirer des tablettes. Peu de temps après, vous en écriviez un autre intitulé *The Wealthy Barber Returns*. Pourquoi?

En fait, il n'y a aucun rapport entre les deux ouvrages. J'ai fait retirer mon premier livre bien avant d'avoir envisagé d'écrire le deuxième. J'ai estimé que *Un barbier riche* avait besoin d'être remis au goût du jour afin de prendre en compte des aspects comme les comptes d'épargne libres d'impôt (CELI) et les fonds négociés en bourse (FNB), et je ne voulais pas trop revenir en arrière et faire une réécriture complète. Et l'idée de retirer mon livre au moment où il marchait fort bien me plaisait. Jamais je n'ai pensé à changer d'avis. Aujourd'hui encore, les gens me demandent de remettre en vente mon premier livre, ce à quoi je réponds : « Non, et je suis content qu'il ne soit plus disponible à la vente. » Par ailleurs, personnellement, je préfère le deuxième. Chacun son point de vue, évidemment, mais je suis heureux de voir qu'il marche aussi bien.

À l'heure actuelle, l'agriculture est un secteur d'investissement relativement solide. Certains producteurs sont tentés de réinvestir tous leurs bénéfices dans la ferme. Du point de vue de la planification financière, est-ce généralement une bonne idée?

De toute évidence, on ne veut pas investir tout son argent dans un seul actif – ce serait faire preuve d'un manque de diversification. D'un autre côté, il faut aussi être réaliste. L'entreprise agricole exige énormément de capital et, quand la conjoncture est favorable, c'est une bonne occasion pour réinvestir dans l'exploitation, que ce soit dans les machines ou dans la terre. Pour ceux qui ne sont pas dans le domaine, il est facile de dire aux agriculteurs de se diversifier davantage. Mais lorsqu'on dirige une exploitation agricole, on sait que les besoins de capitaux sont toujours présents. Le rendement du capital investi peut être relativement bon si vous savez ce que vous faites. Il est difficile de prendre du recul, mais en règle générale, c'est effectivement une bonne idée.

Dans l'ensemble, les agriculteurs gèrent assez bien leur argent et ne sont pas du genre à vivre au-dessus de leurs moyens. Ils achètent des maisons qu'ils ont les moyens de payer. Au fil des ans, j'ai examiné de nombreux plans financiers d'exploitations agricoles qui m'ont grandement impressionné. Le dernier chapitre de l'ouvrage *The Wealthy Barber Returns* n'a que deux pages, et c'est celui que je préfère. Il raconte une histoire, qui remonte à environ 20 ans, à propos d'un producteur qui était venu me présenter son plan financier. Il me l'avait résumé en sept phrases, et ce plan reste l'un des meilleurs qu'il m'ait été donné de voir. Je pense qu'un grand nombre de producteurs ont un talent naturel pour prendre des mesures qui relèvent du bon sens. Ils ne croient pas à la richesse instantanée, et pour cause : on ne fait pas fortune du jour au lendemain.

Dans vos deux livres, il est beaucoup question des fonds communs de placement. Votre opinion au sujet de ce type de placement a-t-elle changé en 20 ans?

Oui, de deux façons. D'abord, je pense que notre incapacité de prévoir les fonds communs de placement qui offriront les meilleurs rendements est très évidente. La vaste majorité des portefeuilles gérés activement doivent offrir un rendement supérieur à la moyenne pour être les plus performants. C'est un concept de base. Nous ne pouvons pas tous être supérieurs à la moyenne. Certains obtiennent de meilleurs résultats, d'autres de moins bons. C'est une situation où il n'y a ni perdant ni gagnant, et lorsqu'on tient compte des frais, on constate que la majorité d'entre nous obtiendrons un faible rendement.

Sommes-nous capables de déjouer les probabilités et de prévoir quels fonds rapporteront le plus? Rien ne l'indique. Donc oui, mon opinion a changé sur cet aspect. C'est pourquoi je pense qu'un plus grand nombre de gens devraient utiliser des produits indexés à faible coût.

L'autre problème concerne les coûts liés à la gestion des fonds communs de placement au Canada. Nous ne pouvons pas nous permettre de payer des frais annuels de 2 et 3 % pour faire gérer notre argent. Ces coûts comprennent souvent les services d'un conseiller, et si celui-ci vous donne de bons conseils, des frais s'élevant à 1 % sont justifiables. Toutefois, si vous payez à la fois des frais de 2 et 3 %, en particulier dans l'environnement de marché actuel, ces frais sont difficiles à justifier. Les taux d'intérêt sont inférieurs au taux d'inflation et les fonds communs de placement peinent à rapporter parce que les marchés sont en difficulté. Dans ce contexte, des frais de 2 ou 3 % sont très élevés.

DAVID CHILTON
Auteur du livre *The Wealthy Barber Returns*

Regardez l'entrevue intégrale sur **www.fac.ca/agrisuccess032012.**

« C'est un concept de base. Nous ne pouvons pas tous être supérieurs à la moyenne. Certains obtiennent de meilleurs résultats, d'autres de moins bons. »

Partez du bon pied

Prenez un bon départ avec le prêt Transfert

Les jeunes agriculteurs sont importants pour l'avenir de l'agriculture; obtenir le bon financement l'est tout autant. Le prêt Transfert vous permet de démarrer sans faire de mise de fonds. Les intérêts sont calculés sur le montant décaissé seulement, ce qui vous permet d'accumuler de l'avoir rapidement ou de gérer votre flux de trésorerie. C'est votre choix.

Pour obtenir plus de détails sur le prêt Transfert, appelez le bureau de FAC le plus près de chez vous au 1-800-387-3232.

www.fac.ca

Financement agricole Canada
Pour l'avenir de l'agroindustrie

Canada

Tirer des leçons des investissements antérieurs

Lorsqu'il est question d'investissement à l'extérieur de la ferme, Brett Meinert de Shaunavon, en Saskatchewan, a obtenu tous les rendements possibles, des plus faibles aux plus élevés. Il a investi dans des projets qui lui ont coûté des milliers de dollars, et financé des entreprises qui ont généré des profits plus rapidement qu'il ne l'aurait imaginé. Pour lui, tous les rendements, des pires aux meilleurs, font tout simplement partie des règles du jeu.

« C'est le risque que comporte l'investissement, dit-il. S'il y avait une garantie, il n'y aurait aucune occasion d'affaires. »

M. Meinert a été l'un des premiers investisseurs (et a fait partie du groupe de promoteurs) de l'association de porcheries communautaires en Saskatchewan.

« On a créé un modèle d'exploitation de naissage-engraissage de 600 truies, indique M. Meinert. Ce modèle comprenait des plans permettant de facilement doubler la taille de l'entreprise. » En plus d'injecter des fonds dans chaque porcherie, les investisseurs ont également assuré la gestion de la construction, des stocks, des ressources humaines et d'autres exigences opérationnelles pendant toute la durée de vie de l'exploitation.

L'objectif de stimuler le développement économique de la région, la confiance dans la méthode de production et la fiabilité des partenaires qui appuyaient le projet ont suscité l'intérêt de M. Meinert. C'est pourquoi il a acheté plusieurs actions de 5 000 $ dans la porcherie la plus près de chez lui.

L'entreprise a entamé ses activités durant le creux du cycle du porc, au moment où les marchés commençaient à afficher une amélioration. M. Meinert, comme une grande partie de l'industrie du porc du Canada, s'attendait à ce que cette remontée se poursuive. Si la porcherie dans laquelle il a investi fonctionnait bien, il n'en allait pas de même pour toutes les porcheries de l'entreprise. Celles qui battaient de l'aile faisaient diminuer les bénéfices, et le cycle du porc ne reprenait pas comme prévu.

En bon agriculteur, il a gardé espoir que les prix du porc s'amélioreraient afin d'accroître ses bénéfices. Mais ce ne fut pas le cas.

« Les profits escomptés n'ont pas été au rendez-vous. Pendant quelques années, les bénéfices dépassaient à peine le seuil de rentabilité, puis la situation s'est détériorée », se rappelle-t-il.

À peu près à la même époque, M. Meinert a déniché une autre possibilité d'investissement dans un terminal céréalier. Établi à l'époque où les petits silos à grains qui se dressaient partout dans l'Ouest étaient progressivement mis hors service, ce terminal était l'initiative d'un groupe de producteurs locaux, partenaires de Cargill. M. Meinert a été l'un des premiers investisseurs, emboîtant le pas aux promoteurs initiaux. Son investissement de 10 000 $ n'était qu'une fraction du financement dont la société avait besoin.

« Au total, la vente d'actions totale visait à recueillir 4 millions de dollars pour construire un silo dont le coût s'établissait entre 8 et 9 millions », se rappelle-t-il. Aujourd'hui, 20 ans plus tard, cet investissement reste l'un des meilleurs que M. Meinert n'ait jamais fait.

« Dix ans après le début des activités, toutes nos dettes étaient remboursées et nous avions pris de l'expansion. Depuis, nous avons mené d'autres projets : nous apportons actuellement des améliorations à la première installation, et le coût des travaux est presque égal au coût original de la construction, dit-il. Nous avons remboursé intégralement nos dettes en 10 ans, et nous avons racheté les actions des investisseurs qui nous avaient soutenus. Ainsi, plutôt que de devoir payer un rendement sur le capital des investisseurs, nous récoltons aujourd'hui des dividendes. Une telle progression est incroyable! »

Il est impossible de comparer ces deux investissements sur le plan strictement monétaire. Comme il s'agit de deux secteurs différents et que les conditions du marché n'étaient

pas les mêmes au cours de la dernière décennie, ces deux entreprises sont tout à fait distinctes.

« D'une certaine façon, c'était le fruit du hasard. Nous nous attendions à sortir du creux du cycle du porc. Nous aurions dû réaliser des bénéfices substantiels avant le prochain ralentissement, mais ce n'est pas arrivé, indique M. Meinert. Et dans l'industrie céréalière, notre succès a peut-être été attribuable à la solidité de notre partenaire. En effet, Cargill est une très grande société. Elle a des règles strictes qui dictent sa façon d'investir, et des attentes très élevées en ce qui a trait à la gestion et aux opérations. »

Les producteurs agricoles, tout comme n'importe quel propriétaire d'entreprise, devraient garder à l'esprit deux éléments essentiels lorsqu'ils examinent des possibilités d'investissement : leur tolérance à l'égard du risque et les objectifs de l'investissement. C'est un conseil de David Clarke, conseiller en placements de RBC Dominion valeurs mobilières et membre de l'Association canadienne des conseillers agricoles.

« La majorité des propriétaires d'entreprises, dit-il, préfèrent prendre des risques dans les limites de leur entreprise, donc ils ont tendance à être très prudents dans leurs investissements à l'extérieur de celle-ci. » Il souligne qu'il est tout aussi important de se fixer des buts. « Certains investisseurs recherchent des placements qui présentent un potentiel de croissance, alors que d'autres préfèrent les investissements qui rapportent des dividendes réguliers. D'autres encore veulent des placements qui peuvent facilement se convertir en liquidités. »

Les placements ont tous leur raison d'être, qu'ils représentent une occasion de se diversifier, qu'ils fassent partie d'un plan d'affaires à long terme ou qu'ils visent à procurer un avantage fiscal ou à améliorer les liquidités.

« Les propriétaires d'entreprises consciencieux ont habituellement un plan pour l'avenir, qu'il soit triennal, quinquennal ou décennal, note M. Clarke. Entre autres, ces plans prévoient normalement des expansions comme des achats de terre, des améliorations à l'équipement et la modernisation de l'étable ou du séchoir, projets qui requièrent du capital. Un programme d'épargne ou d'investissement régulier peut faciliter la concrétisation de ces plans. »

M. Clarke recommande d'investir dans des occasions d'affaires une fois qu'un examen financier a été effectué et qu'un plan financier est établi. Il faut ensuite commencer modestement et trouver un niveau de risque jugé acceptable. Les propriétaires d'entreprises ont tendance à être assez prudents lorsqu'ils investissent à l'extérieur de la ferme, ce qui n'est peut-être pas une mauvaise idée.

« Ce n'est pas très différent de la construction d'une nouvelle étable, illustre-t-il. On commence par élaborer les plans, on les retourne dans sa tête pendant un certain temps, on y apporte certains changements, puis on entreprend la construction. Un portefeuille d'investissement sûr se construit exactement de la même façon. »

Une fois qu'ils ont établi leur degré de tolérance à l'égard du risque, les nouveaux investisseurs peuvent choisir d'investir dans des entreprises plus risquées, dit M. Clarke. Ou bien, ils peuvent choisir de ne rien changer à leur stratégie.

Fait intéressant, MM. Clarke et Meinert donnent exactement le même conseil aux propriétaires d'entreprises qui cherchent à faire des investissements : se doter d'un objectif financier. Alors que le terminal céréalier visait à générer du profit, les exploitations porcines, elles, étaient axées sur les collectivités locales.

« L'engouement entourant l'investissement dans l'industrie porcine portait sur la création d'activité économique dans notre région. C'était un objectif louable, mais je n'ai pas d'argent à investir dans ce genre d'entreprise imprécise. L'essentiel, c'est qu'un investissement rapporte » dit-il, ajoutant que même si la rentabilité faisait partie des objectifs, elle n'était pas la priorité absolue.

Fort de l'expérience qu'il a acquise, M. Meinert se dit que c'est peut-être le seul petit changement qu'il apporterait s'il pouvait tout recommencer.

« Les profits escomptés n'ont pas été au rendez-vous. Pendant quelques années, les bénéfices dépassaient à peine le seuil de rentabilité, puis la situation s'est détériorée. »

« Dans le cas des porcheries, je mettrais l'accent sur le profit plutôt que sur le développement économique. En ce qui concerne le terminal céréalier, je pense qu'il n'y a rien que je ferais différemment, si ce n'est investir davantage dans celui qui a bien fonctionné et investir moins dans celui qui n'a pas fonctionné. ». Parfois on gagne, parfois on perd, et cela fait partie des risques liés à l'investissement, souligne-t-il.

« Ces investissements ne sont pas les deux seuls qui m'ont fait gagner ou perdre de l'argent. On fait du mieux qu'on peut et on prend la meilleure décision possible à partir des informations dont on dispose. »

PAR **ALLISON FINNAMORE**

Accroissement de la valeur des terres agricoles

Les terres agricoles représentent actuellement l'un des meilleurs investissements au Canada. D'après le rapport *Valeur des terres agricoles* de FAC, publié en novembre 2011, la valeur des terres agricoles canadiennes a augmenté de 7,4 % au cours du premier semestre de 2011. Toutefois, même s'il semble que les prix vont continuer de grimper en Ontario, au Québec et dans les Prairies, rien n'est certain; comme pour tout autre investissement, le rendement antérieur n'est pas garant des rendements futurs.

« Chaque fois qu'on me demande mon avis sur les prix futurs, ma réponse est la même », dit Marleen van Ham, présidente sortante de la succursale ontarienne de la American Society of Farm Managers and Rural Appraisals (ASFMRA) à Tillsonburg, en Ontario. « Je ne suis pas voyante; ce que je sais, c'est que nous disons depuis de nombreuses années qu'à un moment donné, cette croissance doit cesser, mais pour l'instant nous n'en voyons pas la fin. En toute honnêteté, j'ignore pendant combien de temps les prix vont continuer d'augmenter. »

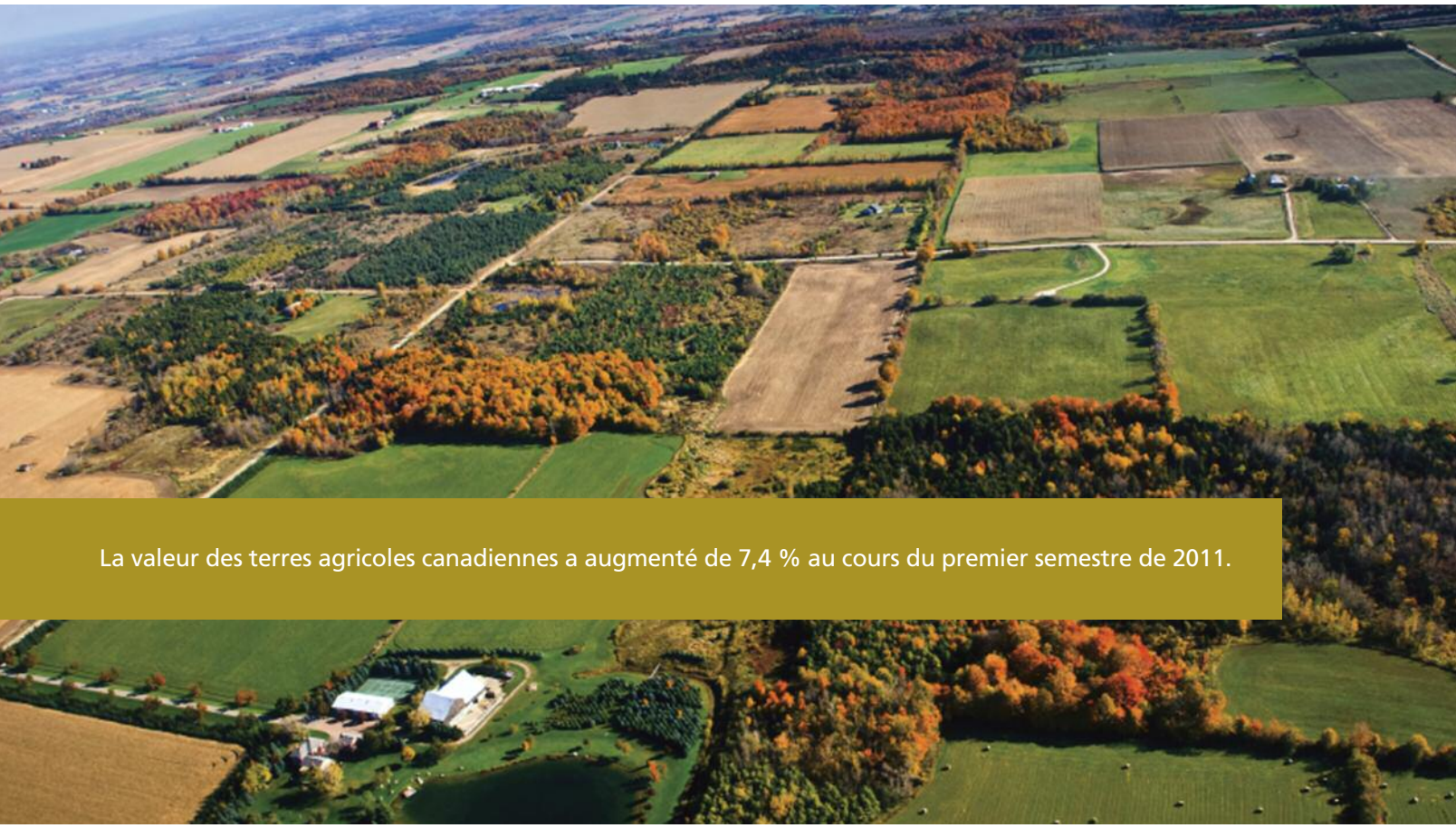
La faiblesse des taux d'intérêt contribue à cette tendance, note Mme van Ham. Toutefois, c'est la combinaison de plusieurs facteurs qui crée un environnement propice à la hausse des prix des terres. La solidité de l'économie agricole en est un exemple. Les producteurs de céréales et d'oléagineux envisagent leur avenir avec optimisme du fait des rendements positifs enregistrés depuis plusieurs années. Cette conjoncture crée une forte demande de terres étant donné qu'un nombre croissant de producteurs choisissent de prendre de l'expansion.

Parallèlement à cela, la volatilité extrême sur les marchés boursiers et le faible rendement des placements garantis comme les certificats de placement garanti (CGI) et les obligations d'État incitent un grand nombre d'investisseurs à vouloir acheter des terres agricoles. Une terre étant un bien durable, on la considère comme un investissement sûr. Le fait que la valeur des terres agricoles affiche une progression constante d'environ 7 % par année rend l'investissement encore plus attrayant.

« L'agriculture est assurément un bon secteur d'investissement à l'heure actuelle », convient Cathy Gale de FAC, qui est directrice de l'Évaluation à Regina pour les provinces de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique. « L'agriculture n'a pas autant souffert de la récession aux États-Unis que d'autres secteurs de l'économie, et les agriculteurs ont une vision vraiment positive de l'avenir. Selon les sondages portant sur l'optimisme dans l'agriculture, une forte proportion des agriculteurs participant au groupe consultatif Vision considèrent que la situation sera encore meilleure dans cinq ans. En conséquence, ils encouragent leurs enfants à entreprendre une carrière en agriculture. Il y a longtemps que nous n'avions pas vu cela. »

Ces facteurs créent un contexte où la demande de terres agricoles est très forte, souligne Mme van Ham. Toutefois, ils influent aussi sur l'offre de terres à vendre. Les piètres possibilités d'investissement en dehors de l'agriculture conjuguées à la hausse des prix des terres agricoles font que la majorité des agriculteurs qui prennent leur retraite ne sont pas enclins à vendre.

« L'âge moyen des propriétaires de terres ne fait qu'augmenter. Mais ils n'ont aucune incitation à vendre, dit Mme van Ham. Bien franchement, si j'étais à leur place, je ne vendrais pas non plus. En temps



La valeur des terres agricoles canadiennes a augmenté de 7,4 % au cours du premier semestre de 2011.

normal, on commence à voir apparaître des pancartes de courtiers immobiliers le long des routes secondaires en Ontario après la récolte. Je dirais qu'il n'y en avait pratiquement pas à l'automne 2011. »

« Je reçois également des appels de producteurs qui se demandent s'il est opportun à l'heure actuelle de vendre, ajoute Mme Gale. Certains redoutent un nouvel effondrement de la valeur des terres comme celui qui s'est produit dans les années 1980. Tout est possible, mais les terres représentent un investissement judicieux depuis plusieurs années, et rien ne semble indiquer dans l'immédiat que cette tendance va changer. »

Mmes van Ham et Gale s'entendent pour dire que c'est principalement la situation individuelle de chaque producteur qui détermine si l'achat d'une terre constitue ou non un investissement approprié actuellement. Tout dépend de vos objectifs d'affaires et de votre capacité de trésorerie en vue d'acquérir une terre. Il n'y a pas de stratégie unique qui fonctionnera pour tous.

« L'agriculture n'a pas autant souffert de la récession aux États-Unis que d'autres secteurs de l'économie. »

« Vous devez tenir compte du stade auquel vous êtes dans la vie et de votre situation générale, et prendre la décision qui est sensée pour vous », indique Mme Gale. Des producteurs me téléphonent pour savoir si la tendance actuelle se poursuivra et s'il est judicieux d'acheter ou de vendre une terre. Je leur réponds que la hausse de la valeur des terres agricoles est un indicateur de la vigueur de l'industrie et que c'est une bonne nouvelle pour les producteurs qui possèdent des terres. »

PAR **LORNE McCLINTON**

ARTICLE VEDETTE

Le quota laitier, un outil de gestion bien utile

Selon un vieux dicton, une fois qu'on a quitté le nid, c'est pour la vie. Matt Plett a montré que c'était faux en 2007, lorsqu'il a racheté la ferme laitière familiale près de Landmark, au Manitoba, que son père avait vendue 15 ans auparavant.

M. Plett et sa femme Tanya ont utilisé leurs économies pour acheter l'exploitation. Après avoir rénové l'étable à stabulation entravée qui était inoccupée, ils ont acheté des vaches et du quota pour réaliser leur rêve de toujours, celui de devenir producteurs laitiers.

L'obtention de quota était indispensable. Les Plett ont eu besoin d'environ 1,25 million de dollars pour pouvoir acquérir un quota de 50 kilogrammes, ce qui est considéré comme le minimum pour garantir la viabilité commerciale. Grâce à un plan d'affaires solide et à une institution financière consentante, ils ont obtenu cette somme.

Il s'agissait d'un emprunt colossal pour un jeune couple d'agriculteurs. Mais aujourd'hui, après avoir obtenu 17 kilogrammes de quota supplémentaire à un prix encore plus élevé, M. Plett, âgé de 32 ans, affirme que le coût du quota n'est pas nécessairement prohibitif au point de fermer l'accès à l'industrie laitière.

« Pour quelqu'un qui est bien décidé, je crois que cela reste possible », dit-il.

Parallèlement aux mesures de contrôle des importations et à la réglementation des prix, le quota constitue le fondement du système de gestion de l'offre pour les industries laitière et avicole au Canada. Attribués à l'échelle nationale (sauf pour le lait de consommation) et répartis à l'échelle provinciale, les quotas contrôlent la quantité de lait, d'œufs, de poulets et de dindes qu'un producteur peut produire.

Les producteurs doivent vendre ou acheter des quotas par des transactions de quotas administrées par l'office provincial de commercialisation, selon une procédure d'offre et de demande permettant d'établir un prix d'équilibre pour garantir le succès de la transaction. Depuis la mise en place des transactions de quotas dans les années 1990, la valeur des quotas a nettement augmenté, et le Manitoba ne fait pas figure d'exception.

En février 1995, le prix d'équilibre au Manitoba pour un kilogramme de matière grasse butyrique (l'unité normale pour le quota laitier) se situait à 8 800 $. En 2009, le prix moyen avait presque triplé pour s'établir à 25 774,94 $ le kilogramme. En novembre 2011, il a atteint 31 000 $ le kilogramme. (Un kilogramme de matière grasse butyrique est à peu près l'équivalent de la capacité de production annuelle d'une vache laitière.)

Selon David Wiens, président de Dairy Farmers of Manitoba, rien n'indique que les producteurs utilisent le quota autrement que comme un outil de gestion agricole.

« De notre point de vue, rien ne prouve que les achats ou les ventes de quota des producteurs soient fondés sur la spéculation, dit M. Wiens, qui élève des vaches laitières près de Grunthal, au Manitoba. Ce que nous observons, c'est que les producteurs achètent des quotas pour prendre de l'expansion, ou qu'ils en vendent pour réduire la taille de leur troupeau. »

Il est vrai que les transactions de quotas sont le théâtre de transactions majeures où des producteurs veulent prendre beaucoup d'expansion et d'autres essaient de vendre l'intégralité de leurs quotas. Toutefois, M. Wiens indique que les échanges fructueux ne font pas toujours intervenir d'importants volumes. En effet, ils sont parfois assez modestes.

M. Wiens ajoute que, dans bien des cas, les producteurs laitiers achètent ou vendent de petits volumes de quota pour ajuster leur production de lait. Si, pour quelque raison, le rendement des vaches diminue temporairement, les producteurs peuvent vendre un ou deux kilogrammes de quota. Si la production dépasse soudainement leur base de contingentement, ils peuvent acheter de petits volumes de quota pour rétablir l'équilibre. Ce genre de transactions de ventes et d'achats peut se produire plusieurs fois au cours d'une année.

De plus, comme le souligne M. Wiens, le coût du quota n'est pas toujours en hausse. Il y a deux ans, la valeur du quota laitier au Manitoba a chuté pendant plusieurs mois parce que la piètre qualité des aliments pour animaux, attribuable aux conditions humides, a fait chuter la production de lait. Au lieu d'acheter du quota, les producteurs avaient de la difficulté à combler leurs contingents actuels. Plus tard, lorsque la production s'est améliorée, les échanges de quota ont recommencé à augmenter et, par le fait-même, le prix d'équilibre aussi.

Cet exemple illustre un marché qui fonctionne comme il se doit, remarque M. Wiens.

Les échanges fructueux ne font pas toujours intervenir d'importants volumes.

Les provinces n'adoptent pas toutes la même approche quant à la valeur du quota. Tandis que les quatre provinces visées par l'Entente de mise en commun du lait de l'Ouest (Manitoba, Saskatchewan, Alberta et Colombie-Britannique) laissent fluctuer les prix du quota, les cinq provinces visées par l'Accord sur la mise en commun du lait dans l'Est (Ontario, Québec, Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse et Île-du-Prince-Édouard) exercent un contrôle sur le prix.

Le 1er août 2009, les cinq provinces de l'Est ont entrepris un programme mis en œuvre progressivement et visant à limiter le prix du quota à 25 000 $ le kilogramme.

Cette mesure était destinée à protéger les producteurs de lait contre un endettement excessif, indique Phil Cairns, conseiller principal en politiques de l'association Dairy Farmers of Ontario. Les achats de quota étaient financés selon des calendriers de remboursement qui ne cessaient de s'allonger, soit l'un des principaux facteurs de l'augmentation de la valeur du quota au cours des 10 années précédentes.

Le résultat fut mitigé. Les prix du quota se sont effectivement stabilisés, mais la limite de quota a entraîné une pression à la hausse sur les prix des terres, des vaches et des installations, explique M. Cairns.

Il est indéniable que le quota coûte cher. Les spécialistes de la gestion agricole affirment que le quota représente jusqu'à deux tiers du coût de l'investissement dans une exploitation laitière.

Cependant, pour des producteurs comme Matt Plett, le coût des quotas est le prix à payer pour évoluer dans ce secteur.

PAR **RON FRIESEN**
Ron Friesen a rédigé pendant 23 ans des articles pour le « Manitoba Co-operator », une publication hebdomadaire spécialisée dans l'agriculture. Aujourd'hui à la retraite, il est chroniqueur indépendant.

Investir à l'extérieur de la ferme,
une stratégie judicieuse

Il apparaît probablement illogique pour un producteur agricole d'investir à l'extérieur de l'exploitation alors qu'il y a une kyrielle de choses dont il faut s'occuper à la ferme.

À ce titre, une étude menée en 2006 par la Kansas State University indique que la majorité des agriculteurs du Kansas n'avaient investi que très peu, voire pas du tout, à l'extérieur de la ferme.

Toutefois, la décision d'investir en dehors de l'exploitation n'est pas une simple question d'actions, d'obligations ou de rendement du capital investi. Le but est aussi de planifier pour jouir d'un éventail de possibilités dans l'avenir.

On a beau avoir un plan des plus solides, les intentions familiales et professionnelles peuvent changer au fil du temps. Il est toujours utile d'avoir une certaine souplesse en ce qui concerne la prise de décisions futures en matière de relève. À cet égard, il y a des avantages à investir à l'extérieur de la ferme dans le but de constituer une épargne-retraite ou de laisser un héritage aux enfants qui n'exercent pas l'agriculture.

Un bon exemple est l'achat de terres agricoles qui ne sont pas directement liées, ou pas liées du tout, à la production principale de la ferme, comme une érablière pour un producteur laitier, ou des champs de cultures commerciales pour un producteur de légumes.

Pourquoi? Parce qu'une terre agricole est moins susceptible de perdre de la valeur, et que compte tenu de la volatilité actuelle sur les marchés d'investissement traditionnels, même les courtiers en valeurs mobilières font la queue pour acquérir une part des terres agricoles. En plus d'accumuler de la valeur, ces achats peuvent aussi produire des revenus permanents tirés de la location si les terres ne sont pas exploitées par le producteur lui-même.

Pour ce qui est de la planification de la relève, vous diversifiez vos possibilités dans l'éventualité où plus d'un enfant désirerait reprendre la ferme. Ou bien, l'actif peut être converti en espèces qui sont investies dans l'épargne-retraite sans compliquer le transfert de la ferme principale.

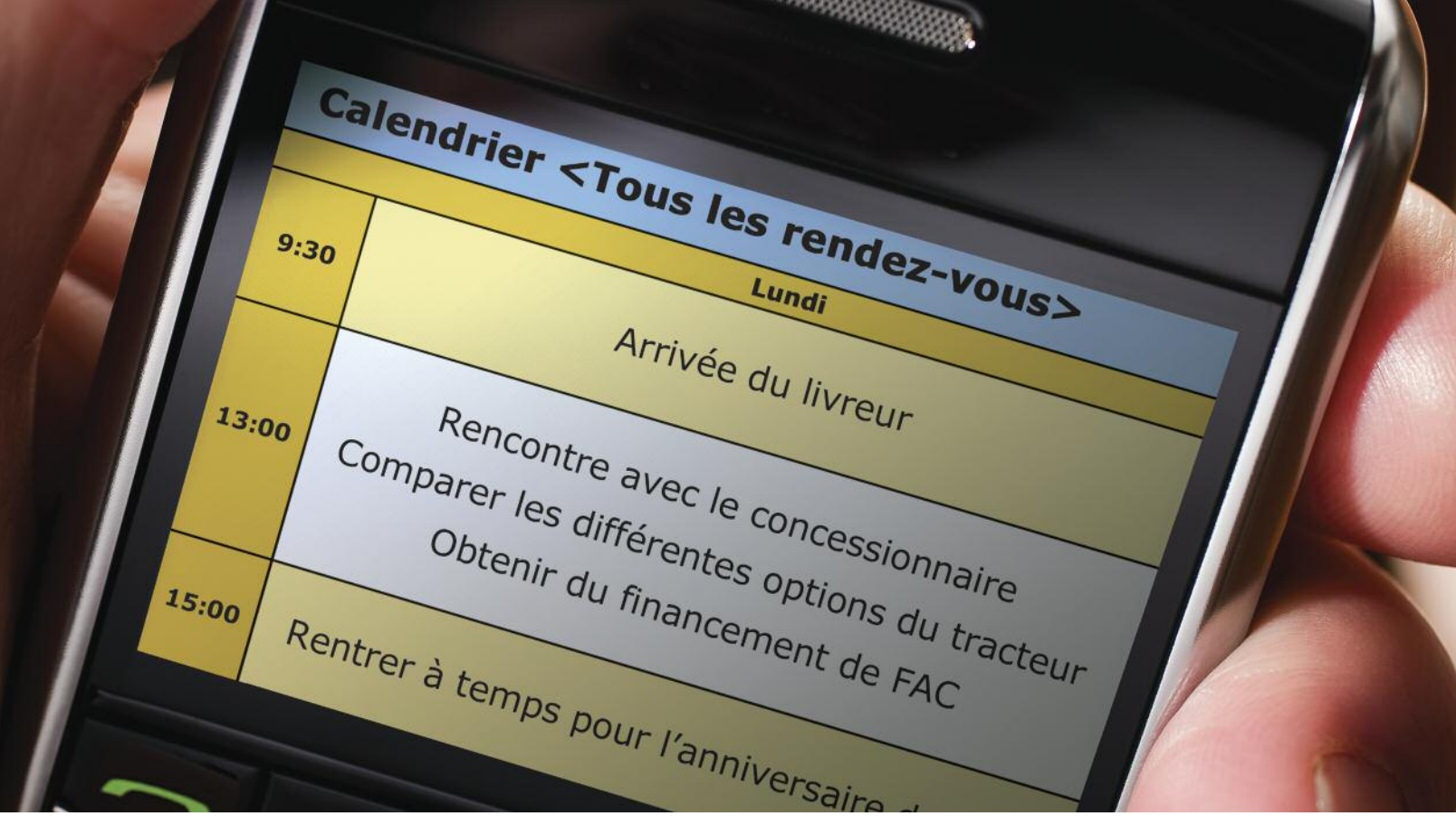
Cette stratégie fait partie des plans à long terme d'Yves Mongrain, agriculteur qui exploite plusieurs fermes avec ses quatre frères à Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, à l'ouest de Montréal, au Québec. La principale activité des frères Mongrain est l'élevage bovin, mais ils fournissent aussi du bois de chauffage aux municipalités avoisinantes. À cette fin, ils ont acheté des terres à bois éloignées des fermes principales, et comme plusieurs de leurs enfants sont prêts à devenir la prochaine génération d'exploitants, un certain nombre d'options s'offrent à eux.

« Nous ne voulons pas mettre tous nos œufs dans le même panier, dit M. Mongrain, et les terres à bois contribuent à diversifier nos revenus en plus de constituer une valeur sûre pour l'avenir. »

Puisque les parcelles contigües sont considérées comme une seule propriété aux yeux de la loi sur le zonage agricole du Québec, le fait de posséder des terres agricoles à différents endroits offre une plus grande souplesse dans le cas du transfert d'une ferme à plusieurs personnes, et ce, même si cela paraît plus compliqué. Ces types d'investissements aident le producteur à gérer le risque, représentent une source de revenu de retraite potentielle, et préparent le terrain à un transfert de la ferme réussi.

Et vous, quels investissements prévoyez-vous faire à l'extérieur de la ferme?

PAR **HUGH MAYNARD**
Hugh Maynard est un spécialiste de la communication dans le domaine agricole qui vit à Ormstown, au Québec. Il détient un diplôme en gestion agricole du Collége Macdonald de l'Université McGill. Il est aussi un journaliste et un communicateur chevronné.



Demandez le Financement d'équipement FAC

Et retournez à votre quotidien plus rapidement

C'est facile et rapide d'obtenir du financement lorsque vous achetez ou louez par l'entremise de notre réseau national de concessionnaires. Nous fournissons, sur place, au téléphone, le financement pour l'achat ou la location d'équipement neuf ou usagé à des taux compétitifs. Vous obtenez une plus grande flexibilité de financement et un minimum de paperasse pour un maximum de satisfaction.

Pour trouver un concessionnaire près de chez vous, téléphonez au 1-800-510-6669.

www.fac.ca/equipement

Financement agricole Canada
Pour l'avenir de l'agroindustrie

Canada

Investir dans la sécurité, ça rapporte gros!

Le spécialiste en santé et sécurité agricoles, Glen Blahey, n'est pas conseiller en investissement, mais il fait remarquer aux producteurs agricoles que l'argent qu'ils consacrent aux équipements de sécurité et aux tenues de protection sera toujours l'investissement le plus rentable.

« Supposons l'achat d'un tracteur à cabine ouverte », illustre M. Blahey de l'Association canadienne de sécurité agricole (ACSA), un organisme national sans but lucratif établi à Winnipeg qui œuvre pour réduire le nombre de blessures et promouvoir des pratiques sûres en agriculture.

« Un cadre de protection ROPS est fourni comme équipement standard sur les tracteurs neufs. Pour les tracteurs d'occasion qui n'en sont pas équipés, il faut compter dans les 1 700 $ pour l'acheter et le faire installer. »

Même si l'on n'en tire pas un avantage financier direct, M. Blahey pense que le choix est évident.

« Ce dispositif protégera le producteur, sa famille, ses employés, ses partenaires et toute autre personne qui utilise l'engin », fait valoir M. Blahey. Les renversements de tracteurs, ajoute-t-il, entraînent souvent des blessures mortelles ou des séquelles permanentes.

D'après les données du rapport sur les blessures liées au milieu agricole du programme national Surveillance des blessures dans le secteur agricole au Canada (www.cair-sbac.ca), les renversements de tracteurs sur le côté et vers l'arrière représentent environ un tiers des quelque 100 décès enregistrés en moyenne chaque année dans le secteur agricole canadien.

L'ACSA et le programme SBAC, entre autres, encouragent l'utilisation des cadres de protection ROPS et des ceintures de sécurité, et l'emploi d'autres mesures de sécurité qui ont presque éliminé les décès et les blessures par renversement dans d'autres pays.

En plus du coût humain et des souffrances infligées au producteur, à sa famille et à ses amis, les répercussions économiques peuvent aussi être graves du point de vue des pertes de salaires et de revenus.

M. Blahey indique que l'achat d'équipement de protection rapporte gros aux producteurs. Que ce soient des bottes de sécurité qui protègent contre les blessures par écrasement attribuables aux animaux ou aux machines, des lunettes de sécurité, des protecteurs auriculaires ou un appareil respiratoire, l'investissement en vaut le coup.

« Si en achetant un équipement de sécurité relativement abordable on peut empêcher un fragment de métal provenant d'un broyeur d'aller se loger dans votre œil, ou empêcher des matières poussiéreuses et des agents biologiques de pénétrer dans vos poumons, dit M. Blahey, les avantages obtenus par rapport à l'investissement sont presque inestimables. »

M. Blahey estime que les coûts annuels moyens de l'équipement de sécurité à la ferme s'établissent à environ 2 500 $. De plus, ils sont déductibles d'impôt. Toutefois, M. Blahey croit que l'investissement en matière de sécurité qui est à la fois le meilleur et le plus important pour un producteur ne coûte pas un sou.

« Chaque ferme a besoin d'un plan de sécurité, affirme M. Blahey. Elle doit établir des mesures de sécurité pour les activités d'exploitation courantes et pour les situations d'urgence. »

On peut télécharger un modèle de plan de sécurité sur le site Web de l'ACSA (www.casa-acsa.ca) pour chaque type de production au Canada.

« Il faut prendre le temps de le faire, c'est tout, conclut M. Blahey. Vous ne trouverez jamais meilleur investissement. »

PAR **MARK CARDWELL**
Mark Cardwell est écrivain et journaliste pigiste et il vit dans la région de Québec. Il est le correspondant régulier d'une douzaine de journaux, de magazines et de publications spécialisées au Canada, aux États-Unis et en Europe.

Les jeunes assurent
un bel avenir à l'agriculture

Vous êtes passionné par l'agriculture? Un grand nombre de jeunes le sont et avec raison.

Reconnaissant que cet enthousiasme pour l'agriculture se manifeste dès le plus jeune âge, FAC adopte une approche globale, apportant son appui aux agriculteurs de demain à chaque étape de leur carrière en leur offrant des occasions d'apprentissage, du financement et plus encore.

Le partenariat entre les 4-H et FAC s'étend sur plus de deux décennies. Au Québec, FAC s'associe avec l'Association des jeunes ruraux du Québec et la Fédération de la relève agricole du Québec dédiées aux adolescents et aux jeunes adultes en milieu rural.

Si vous poursuivez des études en agriculture, soyez à l'affût des possibilités offertes par FAC.

Les étudiants en agriculture peuvent obtenir gratuitement les Logiciels de gestion FAC par l'intermédiaire des collèges ou des universités qui l'utilisent dans un cours et qui font partie du programme FAC sur le campus. De plus, pour récompenser les entrepreneurs en herbe, le Prix d'excellence en planification des affaires de FAC offre des prix en argent aux étudiants en agriculture qui élaborent des plans d'affaires gagnants.

Vous pratiquez déjà l'agriculture? Faites appel à FAC pour des choix de financement personnalisé.

L'an dernier, FAC a décaissé 1,6 milliard de dollars en prêt à de jeunes agriculteurs. Nombre de nos prêts personnalisés, comme les prêts Transfert et Agri-début, offrent des solutions souples qui aident les jeunes agriculteurs à démarrer leur entreprise plus rapidement et facilement. Les programmes de formation d'Apprentissage FAC sur les pratiques de gestion agricole, qui abordent des sujets comme la planification de la relève et la gestion financière agricole, les aident également à réussir.

L'industrie est en pleine évolution. La nouvelle génération d'agriculteurs fait preuve d'innovation, utilise la technologie de pointe et veut sortir des sentiers battus. Nombre d'entre eux puisent leur inspiration dans les publications de FAC comme *À la fine pointe* et *AgriSuccès*, et suivent l'actualité agricole grâce à *FAC Express* et aux balados *Capsule FAC*.

Il ne fait aucun doute que cette génération offre à l'agriculture canadienne un avenir plein de promesses.

Vous pouvez en apprendre plus sur les occasions offertes aux jeunes agriculteurs en visitant le site www.fac.ca/jeunesagriculteurs.

FAC est un commanditaire national de la Table pancanadienne de la relève agricole, et est également un commanditaire régional du concours des Jeunes agriculteurs d'élite du Canada.

INITIATIVE DE FINANCEMENT AGRICOLE CANADA

L'agriculture. Plus que jamais.

Dans un monde en évolution et en transformation constantes, l'agriculture canadienne n'a jamais autant compté. C'est pourquoi il est si important d'unir nos forces afin de raconter l'histoire inédite de notre industrie.

L'agriculture canadienne est une industrie durable, essentielle et en progression, remplie de gens d'affaires très avisés et avant-gardistes qui adorent ce qu'ils font. Or, pour que notre industrie atteigne son plein potentiel, il faut sensibiliser le grand public et, plus important encore, notre propre industrie aux contributions de l'agriculture canadienne.

L'histoire de l'agriculture canadienne est une histoire faite de réussites, de promesses et de détermination. Les personnes les mieux placées pour raconter cette histoire sont les gens qui vivent l'agriculture au quotidien.

Soyez fiers. Faites la promotion de l'industrie.

Apprenez-en davantage à **AgriculturePlusQueJamais.ca**

L'agriculture *plus que jamais*

Pour modifier votre abonnement, envoyez un courriel à info@AgriSucces.ca ou composez le 1-888-332-3301.

Retourner les exemplaires non distribuables à :
Financement agricole Canada
1800, rue Hamilton
Regina (Saskatchewan) S4P 4L3

Postes Canada, numéro de convention 40069177